

# REVUE DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Sommaire des déclarations faites à la Chambre des Communes par le  
secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. L. B. Pearson,  
les 16 et 17 novembre 1949.

UNE DES GRANDES tâches qui m'incombent, et qui incombent également au ministère des Affaires extérieures, consiste à faire connaître le plus possible au peuple canadien ce que nous faisons dans le domaine de la politique extérieure et pourquoi nous le faisons. Cependant, il n'est pas bon de tout crier sur les toits. Il y a danger à rendre prématurément publiques les négociations difficiles, délicates et confidentielles. Souvent, une attitude prise le matin doit être abandonnée le soir. Les journaux ne défont pas facilement une manchette et ce qui est rendu public le matin devient manchette le soir. À mon avis, la meilleure forme de diplomatie consiste à bien mener une affaire et à renseigner le public sur les principes et les objectifs en jeu, mais sans révéler les détails confidentiels des négociations en cours.

## Événements internationaux d'ordre économique

En avril 1948, le plan Marshall, accepté en principe par le Congrès des États-Unis, entra dans la voie des réalisations. Au cours des douze mois qui suivirent, le monde fit de rapides progrès. La production s'accéléra, les prix se stabilisèrent et l'inflation fut enrayerée dans une large mesure. La prospérité et les importations des États-Unis s'accrurent. Dans tous les pays d'outre-mer, l'équilibre financier se rétablissait, quoique de façon précaire.

En avril de cette année, la situation commerciale des pays de la zone sterling empira pour diverses raisons, dont l'une était l'incertitude de la situation politique internationale. Les réserves centrales d'or et de dollars de Londres fléchirent brusquement au point de causer, à la fin de juin, de vives inquiétudes. Trois conférences internationales furent successivement convoquées afin d'enrayer la fuite des réserves et de remonter la pente.

Le Canada fut invité aux trois conférences, le seul pays qui ait assisté à toutes, avec le Royaume-Uni, bien entendu, qui était le plus vitalement intéressé. Il y eut d'abord les entretiens préliminaires tripartis de Londres, en juillet, entre le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada; puis la conférence des ministres des Finances du Commonwealth, tenue à Londres le même mois, et enfin la conférence tripartite de Washington, en septembre.

Bien qu'elle fût d'ordre financier, la crise anglaise, dite crise du sterling, ou du sterling-dollar, n'en eut pas moins de graves répercussions sur la politique et l'économie internationales. Les pays du Commonwealth, sauf le Canada, manquaient tellement de dollars qu'ils crurent devoir réduire leurs importations du Canada et des États-Unis. À la conférence du Commonwealth, tenue à Londres à la fin de juillet, ils se mirent d'accord pour réduire leurs importations de 25 p. 100, en sus des réductions appréciables déjà effectuées. Il était donc à craindre que les pays du Commonwealth, autres que le Canada, n'en vinsent à cesser à peu près tout commerce avec l'Amérique du Nord, ce qui eût partagé les nations commerçantes en deux groupes économiques et